

LOI N° 3 - 98 du 30 juillet 1998

**portant approbation de l'accord de prêt de refinancement
des arriérés consenti par le Fonds OPEP**

Le Conseil National de Transition a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier.- Est approuvé l'accord de prêt de treize millions de dollars américains consenti le 23 décembre 1996 par le Fonds OPEP à la République du Congo aux conditions suivantes :

- taux : 3,5% l'an
- durée de remboursement : dix ans dont trois ans de différé.

Le texte de l'accord de prêt dont s'agit est annexé à la présente loi.

Article 2 .- La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat./-

Fait à Brazzaville, le 30 juillet 1998

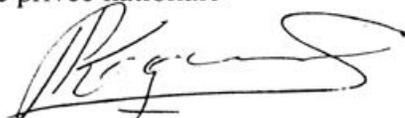
Le Général d'Armée Denis SASSOU-ANGUILLU



Par le Président de la République

Pour le ministre des finances et
du budget, en mission :

le ministre d'Etat chargé de la programmation,
de la privatisation et de la promotion de
l'entreprise privée nationale


Paul KAYA .-

FONDS DE L'O.P.E.P. POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

PRET N° 677 P9

PROGRAMME D'IMPORTATION DE MATIERES PREMIERES

CONVENTION DE PRÊT

ENTRE

LA REPUBLIQUE DU CONGO

ET

LE FONDS DE L'O.P.E.P POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

DATE DU 23 DECEMBRE 1996

LE FONDS DE L'O.P.E.P POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Convention en date du 23 décembre 1996 entre la République du Congo (ci-après nommé l'Emprunteur) et le Fonds de l'O.P.E.P pour le Développement International (ci-après nommé Fonds).

Considérant que les Etats membres de l'O.P.E.P, conscients du besoin de solidarité parmi les pays en développement et conscients de l'importance de la coopération financière entre eux et les autres pays en développement ont créé ce Fonds pour fournir un soutien financier à ces pays selon les termes concessionnaires, en plus des canaux bilatéraux et multilatéraux existant à travers lesquels les Etats membres de l'O.P.E.P apportent une assistance financière à d'autres pays en développement ;

Et considérant que l'Emprunteur a fait des démarches relatives à ses difficultés concernant les paiements extérieurs et que le Fonds a pris note que de telles difficultés de paiements ont entravé ou sont susceptibles d'entraver l'exécution des opérations financées par le Fonds et que l'assistance du Fonds dans le financement du Programme décrit dans l'Annexe 1 de cette Convention pourrait alléger de telles difficultés ;

Considérant que le Conseil d'Administration du Fonds a approuvé la prolongation d'un prêt à l'Emprunteur d'un montant de treize millions de dollars américains (US \$ 13.000.000) selon les modalités définies ci-après :

Par conséquent, les parties à la présente Convention conviennent ce qui suit :

Article 1er

DEFINITIONS

1.01. Tout au long de cette Convention, sauf lorsque le contexte l'exige, les termes suivants doivent avoir les significations suivantes :

(a) "*Fonds*" signifie le Fonds de l'O.P.E.P pour le Développement International créé par les Etats membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (O.P.E.P) en vertu de l'Accord signé à Paris le 28 janvier 1978 tel qu'amendé.

(b) "*Direction du Fonds*" signifie le Directeur général du Fonds ou son Représentant habilité.

(c) "*Prêt*" signifie le prêt accordé en vertu de cette Convention.

(d) “ *Dollars* ” et le signe “ \$ ” signifient la monnaie des Etats-Unis d’Amérique.

(e) “ *Programme* ” signifie le Programme pour lequel ce prêt est accordé tel que décrit dans l’annexe 1 de cette Convention et dont la description peut en être amendée de temps en temps par accord entre l’Emprunteur et le Directeur du Fonds.

(f) “ *Biens* ” signifie l’équipement, les fournitures et les services requis pour le Programme. la référence au coût des biens est censé inclure également le coût d’importation de tels biens dans le territoire de l’Emprunteur.

(g) “ *Agences d’Exécution* ” signifie le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales, le Ministère de l’Education Nationale, de la Recherche Scientifique et de la Technologie ainsi que le Ministère de l’Agriculture et du Bétail en coordination avec la banque des Etats de l’Afrique Centrale et la Caisse Congolaise d’Amortissement ou selon d’autres arrangements qui peuvent se faire par accord entre l’Emprunteur et la Direction du Fonds.

(h) “ *Date d’échéance* ” signifie la date spécifiée conformément au paragraphe 5.07 de cette Convention.

(i) “ *Date d’entrée en vigueur* ” signifie la date à laquelle cette Convention doit entrer en vigueur.

*

*

*

Article 2

2.01. Le Fonds accorde à l’Emprunteur par la présente un prêt d’un montant de treize millions de dollars (US \$ 13.000.000) selon les modalités définies dans cette Convention.

2.02. Après l’entrée en vigueur de cette Convention conformément au paragraphe 7.01, à moins que l’Emprunteur et le Fonds n’en conviennent autrement, le montant du prêt doit être appliqué au règlement des dépenses encourues par rapport au coût raisonnable des biens tel qu’exposé dans l’annexe 1 de cette Convention.

*

*

*

Article 3

3.01. (a) L'Emprunteur doit exécuter et engager l'Agence d'Exécution à exécuter cette Convention avec l'assiduité et l'efficacité nécessaires et conformément aux pratiques administratives, techniques et financières saines, requises pour son exécution adéquate.

(b) En particulier :

(i) L'Emprunteur doit garantir que tous les services, les moyens et le personnel nécessaires à l'exécution de cette Convention sont disponibles pour les raisons susmentionnées ;

(ii) l'Emprunteur doit engager l'Agence d'Exécution à rendre disponible, aussi rapidement que nécessaire, les services, les moyens, le personnel et d'autres ressources pour l'exécution de cette Convention.

3.02. L'Emprunteur :

(a) doit conserver ou exhorter l'Agence d'Exécution à conserver les documents appropriés pour identifier les biens financés en dehors du montant du prêt afin de révéler leur usage et de noter les progrès accomplis dans l'exécution de cette Convention ;

(b) doit fournir en engageant l'Agence d'Exécution à fournir à la Direction du Fonds, à intervalles réguliers, toutes les informations dont la Direction du Fonds pourrait raisonnablement avoir besoin au sujet de l'exécution de cette Convention.

(c) doit permettre aux représentants de la Direction du Fonds d'avoir accès aux documents mentionnés dans le paragraphe (a) ci-dessus et de procéder à des vérifications si ces représentants le jugent nécessaire : et

(d) après réalisation de tous les objectifs de ce prêt, dans un délai n'excédant pas une période de six mois après la date d'échéance ou une autre date qui peut être convenue à cet effet entre l'Emprunteur doit préparer et fournir à la Direction du Fonds, un rapport d'exécution, présenté sous l'angle et dans les détails dont la Direction du Fonds pourrait raisonnablement avoir besoin, sur l'exécution de cette Convention.

3.03. L'Emprunteur doit à tous les autres égards coopérer et engager l'Agence d'Exécution à coopérer entièrement avec le Fonds pour garantir que les objectifs du prêt seront atteints, et doit :

(a) informer promptement le Fonds de toute circonstance qui entrave ou menace d'entraver la réalisation des objectifs, ou l'entretien de son service ou encore de

l'exécution par l'Emprunteur ou l'Agence d'Exécution de ses engagements selon la présente Convention.

(b) échanger des vues de temps en temps avec le Fonds en ce qui concerne les questions relatives aux objectifs du prêt et l'entretien de son service et en particulier, par rapport à l'exécution par l'Emprunteur ou l'Agence d'Exécution de ses engagements conformément à la présente Convention.

* * *

Article 4

4.01. En acquérant des biens aux fins de cette Convention, l'Emprunteur doit garantir que ses départements et agences, l'Agence d'Exécution et tout autre bénéficiaire du prêt y accorderont la considération requise en vue d'obtenir le matériel le plus économique en privilégiant les normes et les procédures les plus efficaces.

4.02. Sauf accord contraire entre l'Emprunteur et la Direction du Fonds, les "*Orientations d'Acquisition suivant les prêts consentis par le Fonds de l'O.P.E.P.*" telles qu'approuvées le 2 novembre 1982, et dont un exemplaire a été fourni à l'Emprunteur, doivent s'appliquer à l'acquisition. Les procédures spécifiques convenues à cette fin sont exposées dans la partie A de l'Annexe 2 de la présente Convention, partie qui peut être amendée de temps en temps sous réserve de l'approbation des deux Parties à la présente Convention.

* * *

Article 5

5.01. Après l'entrée en vigueur de cette Convention conformément au paragraphe 7.01, le montant du prêt doit être retiré de temps en temps pour régler les dépenses convenues, encourues après le 10 décembre 1996 ou à encourir à des dates ultérieures, eu égard aux biens spécifiés dans l'Annexe 1 de la présente Convention.

5.02. Sauf accord contraire entre l'Emprunteur et la Direction du Fonds "*les Procédures de Déboursement du Fonds de l'O.P.E.P. pour le Développement International*" telles qu'approuvées en mai 1983 et dont un exemplaire a été fourni à l'Emprunteur, doit s'appliquer au déboursement du montant de ce prêt.

5.03. Sous réserve du paragraphe 5.02 et sauf accord contraire entre l'Emprunteur et la Direction du Fonds, le montant de ce prêt doit être retiré conformément à la partie B de l'annexe 2 de la présente Convention, partie qui peut être amendée de temps en temps sous réserve de l'approbation des deux parties à la présente Convention.

5.04. Sauf stipulation contraire de la Direction du Fonds, les retraits sur le montant du prêt peuvent se faire dans les devises dans lesquelles les dépenses mentionnées au paragraphe 2.02 ont été payées ou sont payables. Au cas où le paiement doit se faire dans une devise autre que le dollar, un tel paiement doit être débité du compte du prêt sur la base du prix d'achat du dollar encouru par le Fonds pour faire face à cette requête. La Direction du Fonds doit agir comme le représentant de l'Emprunteur dans l'achat des devises.

5.05. Les demandes de retrait doivent être soumises à la Direction du Fonds par le représentant de l'Emprunteur désigné dans, ou conformément au paragraphe 13.02. Chaque demande doit être accompagnée de documents et d'autres preuves matérielles suffisantes pour convaincre la Direction du Fonds que l'Emprunteur est habilité à retirer du prêt le montant demandé et que le montant à retirer sera utilisé exclusivement pour les fins spécifiées dans la présente Convention.

5.06. Sur demande de l'Emprunteur et selon les modalités convenues entre l'Emprunteur et la Direction du Fonds, cette dernière peut fournir des garanties aux banques commerciales pour les lettres de crédits demandées par l'Emprunteur en faveur des fournisseurs des biens importés requis par l'Emprunteur, ou dépasser un autre accord approprié ou irrévocable avec des parties tierces pour payer les sommes relatives aux dépenses à financer suivant ce Prêt suivant un accord approprié, l'obligation du Fonds de payer doit cesser immédiatement par suite suspension ou d'une résiliation du Prêt. Suivant approprié, un accord irrévocable, l'obligation du Fonds de payer doit cesser immédiatement par suite d'une suspension ou d'une résiliation du Prêt. Suivant un accord irrévocable, l'obligation du Fonds ne doit pas être affectée suite à une suspension ou à une résiliation. En cas d'émission d'un accord irrévocable, l'Emprunteur doit payer une commission d'engagement au taux d'un demi d'un pur cent (1/2 de %) par an, payable en Dollar de temps en temps sur le capital d'un tel accord conclu et impayé.

5.07. Le droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits du montant du Prêt doit finir le 30 juin 1998 ou à une date ultérieure fixée par la direction du Fonds. La Direction du Fonds doit informer promptement l'Emprunteur de cette date.

* * *

Article 6

DISPOSITIONS CONSERNANT CERTAINS PAIEMENTS

6.01 Sans préjudice aucun aux clauses de la présente convention ou à tout autre accord entre l'Emprunteur et le Fonds, l'Emprunteur entreprend par la présente d'effectuer promptement et sans délai, le transfert de fonds sur le Compte de paiements échus accumulés antérieurs au 31 décembre 1995, ainsi que les paiements arrivant à échéance après la date susmentionnée. De tels transferts doivent être en conformité avec des dispositions spéciales déjà subsistantes ou qui peuvent être fixées plus tard entre l'Emprunteur et le Fonds pour le règlement de tels paiements.

6.02 La Direction du Fonds doit spécifier les modalités de tels transferts conformément au plan de l'Emprunteur pour le retrait du montant de ce prêt comme stipulé dans l'annexe deux de la présente Convention.

6.03 En plus de ses autres fonctions selon ou conformément à la présente convention l'Emprunteur se charge d'autoriser la Caisse d'Amortissement du Congo d'agir en son nom dans l'exécution des paragraphes 6.01 et 6.02 sous la forme qui peut être convenue entre l'Emprunteur et la Direction du Fonds.

* * *

Article 7

Date effective : Terme (fin) de cet Accord :

7.01 Cet accord deviendra effectif à partir du moment où le Fonds notifiera à l'Emprunteur l'évidence requise aux alinéas 7.01 et 7.03.

7.02 L'Emprunteur fournira le Fonds satisfaisant l'évidence comme suit :

a)- L'exécution et la remise (livraison) de cet accord au nom de l'Emprunteur a été dûment autorisé et ratifié conformément aux requêtes constitutionnelles de l'Emprunteur,
et

b)- L'Emprunteur complétera la procédure de la délégation des pouvoirs spécifiques à la Caisse Congolaise d'Amortissement comme requis par l'alinéa 6.03.

7.03 En tant que partie de l'évidence et suivant l'alinéa 7.02, l'Emprunteur fournira aussi (également) au Fonds, un certificat délivré par le Ministre de la justice, l'Avocat Général ou le Département Gouvernemental légal compétent faisant savoir que cet accord a été dûment autorisé et ratifié par l'emprunteur et que

cet accord et l'instrument de la délégation des pouvoirs y relatifs constituent des obligations valables de l'emprunteur en conformité avec leurs termes.

7.04 Si cet Accord n'entrera pas en vigueur le 31 mars 1997, cet accord et toutes les obligations des parties contractantes n'auront plus de valeur (d'effet), à moins que la Direction du Fonds, après considération des raisons du retard déterminera une autre date.

7.05 Quand la totalité du montant du prêt aura été payée et que les intérêts et autres charges qui se seraient accrus (ajoutés) sur le prêt auront été payés, cet accord et toutes les obligations des parties contractantes finis (terminés).

* * *

Article 8

Charges, Intérêt et Repaiement (Remboursement) du prêt

8.01 L'Emprunteur payera de temps en temps dans le compte désigné du Fonds pour la circonstance par la direction du Fonds, l'intérêt dont le taux est de 3,5 % par an et les charges de service au taux de 1 % par an sur le montant de base (principal) du prêt actuellement tiré et en exécution. De telles charges seront dues et payables en dollars semi-annuellement le 23 juin et le 23 décembre de chaque année.

8.02 L'Emprunteur remboursera (reversera) le principal du prêt en dollars, ou en tout autre monnaie convertible acceptable pour la direction du Fonds en un montant équivalent au montant dû en dollars, conformément au taux de change en vigueur sur le marché au moment et au lieu du remboursement. Le remboursement sera effectué en quatorze échéances semi-annuelles à partir du 23 décembre 1999, après une période de grâce sur la date conformément au calendrier d'amortissement annexé au présent accord. Chaque échéance sera d'un montant de neuf cent vingt huit mille cinq cent soixante dix (928.570) dollars, exception faite pour la première et quatorzième échéance dont le montant sera de neuf cent vingt huit mille cinq cent vingt dix (928.590) dollars. Toutes ces échéances seront transférées à la date du remboursement (reversement) au taux du fonds ainsi que requis (retenu) par sa Direction.

8.03 a) L'Emprunteur est tenu de signifier qu'aucune autre dette externe (extérieure) n'aura de priorité sur ce prêt dans l'allocation (l'affectation), la réalisation ou la distribution du change étranger tenu sous le contrôle ou pour le bénéfice (compte) de l'emprunteur. A cette fin si n'importe quel lien sera créé (établi) tel que défini à l'alinéa 803 (c) comme sécurité pour une quelconque dette externe (extérieure) qui résultera ou résulterait une priorité pour le bénéfice du créateur de la dette externe (extérieure) dans l'allocation (attribution), la réalisation ou la distribution du change étranger, le lien sécurisera ipso facto et sans coût au Fonds, également le principal,

les charges y relatives, le prêt et l'emprunteur, dans la création ou permettant la création de tel lien, fera une provision expresse à cet effet, pourvu cependant que si pour une quelconque raison constitutionnelle ou autre raison légale que la provision peut être faite avec respect à n'importe quel lien créé sur la base de ces subdivisions politiques ou administratives, l'Emprunteur sécurisera rapidement et sans coût au Fonds, le principal et les charges y relatives, le prêt par un lien équivalent sur d'autres objets (biens) publics satisfaisants pour le Fonds.

b) ce qui précède ne s'appliquera pas à

- i) n'importe quel lien créé sur la propriété au moment de l'achat des actions comme sécurité pour le paiement du prix d'achat de cette propriété : et
- ii) n'importe quel lien se retrouvant dans le cours ordinaire des transaction bancaires et sécurisant une dette ne doit pas excéder une année après sa date.

c) comme utilisé dans cet alinéa, le terme <<public assets>> signifie objets (biens) publics de l'emprunteur ou d'une quelconque subdivision politique ou administrative ou d'une entité appartenue, contrôlée par, ou évoluant pour le compte ou bénéfice de, l'emprunteur ou n'importe quelle subdivision incluant l'or et autres objets (biens) de change étranger tenus par n'importe quelle institution assurant les fonctions d'une Banque Centrale, de Fonds de stabilisation de change, et des fonctions similaires pour l'emprunteur.

* * *

Article 9

ACCELERATION DE "DUREE" SUSPENSION ET ANNULATION

9.01 Si n'importe quels événements suivants occasionneront et continueront pour la période ci-dessous spécifiée, alors n'importe quel moment subséquent pendant l'évolution d'un tel événement, la Direction du Fonds peut, par note à l'Emprunteur déclarer le principal du prêt alors en attente d'être dû et payable immédiatement avec l'intérêt et les changes de service y afférant et en plus une telle déclaration principal, ensemble avec un tel intérêt et les changes de service seront dûs et payab immédiatement.

a) Un inconvénient interviendra et continuera pour une période de trente jours dans le paiement de n'importe quel échéance du principal, de l'intérêt ou des changes de service sous cet Accord ou sous n'importe quel autre Accord de prêt par vertu de laquelle l'Emprunteur a ou aura reçu un prêt du Fonds.

b) Un inconvénient (événement) interviendra dans l'exécution (accomplissement) de n'importe quelle autre obligation sur la part de l'Emprunteur sous cet Accord, ou n'importe quel autre Accord de prêt, par vertu de laquelle l'Emprunteur a ou aura reçu un prêt, du Fonds, et un tel défaut continuera pour une période de 60 jours après que la direction du Fonds l'ait notifié à l'Emprunteur.

9.02 L'Emprunteur peut par note au Fonds, annuler n'importe quel montant du prêt qu'il n'aura pas tiré (perçu) avant de donner une telle note. Le Fonds peut, par note de l'Emprunteur, suspendre ou annuler les droits de l'Emprunteur de faire des retraits du prêt si aucun des événements mentionnés à l'alinéa 9.01 (a) et (b) interviendra ou si n'importe quelle autre situation extraordinaire aura surgi, laquelle la rendra improbable (impossible) pour le programme d'être mené avec succès ou pour l'Emprunteur d'être capable d'accomplir ses obligations sous cet Accord.

9.03 Nonobstant l'accélération de la durée du prêt conformément à l'alinéa 9.01 ou sa suspension ou annulation conformément à l'alinéa 9.02, toutes les provisions (termes) de cet Accord continueront avec force et effet, exception faite spécifiquement comme prévu dans cet article.

9.04 Aucune annulation ou suspension ne sera appliquée aux montants sujets à n'importe quel Accord irrévocable au remboursement contenu dans l'alinéa 5.06 exception faite expressément pourvue dans un tel Accord.

9.05 A moins d'un consensus agréer par l'Emprunteur de la Direction du Fonds, aucune annulation ne s'appliquera au pro-rata de plusieurs échéances du montant initial du prêt qui dépassera la date d'une telle annulation.

Article 10

APPLICATION, ARBITRAGE

10.01 Les droits et obligation des parties à la présente convention doivent être valides et exécutoires conformément à leurs termes en dépit de toute loi locale stipulant le contraire. Aucune des parties à cette présente convention ne doit être autorisée, sous quelque circonstance que ce soit de déclarer qu'une clause de la présente convention est invalide et non exécutoire pour une quelconque raison.

10.02 Les parties à la présente convention doivent s'efforter de régler à l'amiable tout litige en différend entre eux, qui pourrait survenir de cette convention ou avoir un rapport avec elle. Si un tel litige ou différend ne peut pas être réglé à l'amiable, il doit être soumis à un arbitrage par le tribunal d'arbitrage tel que stipulé ci-après.

(a) Les procédures d'arbitrage peuvent être engagées par l'Emprunteur contre le Fonds ou vice-versa. Dans tous les cas, les procédures d'arbitrage doivent être engagées par un préavis donné par la partie plaignante à la partie défenderesse.

(b) 'Le tribunal d'arbitrage doit être composé de trois arbitres nommés comme suite : le premier par la partie représentante, le second par la partie défenderesse et le troisième (ci-après nommé le sur arbitrage) par accord des deux arbitres. Si dans un délai de trente jours après le préavis de l'introduction des procédures d'arbitrage, la partie défenderesse ne nomme pas un arbitre, un tel arbitre doit être nommé par le Président de la cour International de Justice sur demande de la partie qui engage la procédure. Si les deux arbitres ne peuvent pas s'accorder sur la nomination du surarbitre dans un délai de soixante jours après la date de nomination du second arbitre, un tel sur arbitre doit être nommé par le Président de la Cour Internationale de Justice.

(c) Le tribunal d'arbitrage doit se réunir à l'heure et au lieu fixé par le surarbitre. Il doit déterminer par la suite où et quand il doit siéger. Le tribunal d'arbitrage doit déterminer toutes les questions de procédure et les questions relatives à sa compétence.

(d) Toutes les décisions du tribunal d'arbitrage doivent être prises par un vote de majorité. La sentence du tribunal, qui peut être rendue même en l'absence de l'une des parties doit être sans appel et obligatoire aux deux parties à la procédure d'arbitrage.

(e) Le service de tout préavis ou la méthode liée à toute procédure conformément à ce paragraphe ou en rapport avec toute procédure pour rendre exécutoire toute sentence rendue conformément au présent paragraphe, doivent se faire de la manière stipulée dans le paragraphe 13.01.

(f) Le tribunal d'arbitrage doit décider de la manière selon laquelle le coût de l'arbitrage doit être.

* * *

Article 11

EXONERATIONS

11.01 Cette convention et tout accord complémentaire entre les parties à la présente doit être exonéré de taux d'impôts et de droit perçus par l'Emprunteur ou dans son territoire, sur ou en rapport avec l'exécution, la livraison ou l'enregistrement qui s'y rapportent.

11.02 Le capital du prêt et l'intérêt, de même que les commissions de service doivent être payés sans déductions et être exonérés de frais et de restrictions de toutes sortes imposées par ou dans le territoire de l'Emprunteur.

11.03 Tous les documents du Fonds, archives, correspondance et matériel similaire doivent être considérés comme confidentiels par l'Emprunteur, sauf stipulation contraire du Fonds.

11.04 Le Fonds ainsi que ses biens, meubles et immeubles ne doivent pas être soumis à une quelconque mesure d'expropriation, de naturalisation, de séquestration, d'emprisonnement ou de saisie dans le territoire de l'Emprunteur.

* * *

Article 12

DISSOLUTION DU FONDS

12.01 La direction du Fonds doit informer promptement l'Emprunteur toutefois qu'une décision est prise pour la dissolution du Fonds conformément à la convention créant le Fonds. Dans le cas d'une telle dissolution, la présente convention de prêt doit rester en vigueur et la direction du Fonds doit conseiller l'Emprunteur de telles dispositions de remplacement pour l'administration du prêt comme peut concevoir l'autorité appropriée du Fonds en une telle occasion.

* * *

Article 13

13.01 Tout préavis, requête ou approbation requise ou qui doit être donnée ou faite suivant la présente convention doit se faire par écrit. Un tel préavis, requête ou approbation est considéré comme ayant été dûment donné ou fait lorsqu'il a été remis à la main, par courrier, câble, télex, télécopie à la partie à laquelle il doit être donné ou fait à l'adresse de cette partie spécifiée en bas ou à une autre adresse que cette partie doit avoir spécifié par écrit à la partie donnant un tel préavis ou en faisant la demande.

13.02 Toute action requise ou qui doit être prise, et tout document requis ou qui doit être exécuté suivant la présente convention, au nom de l'Emprunteur, doit être prise ou exécutée par le ministre des finances et du budget de l'Emprunteur ou un autre agent mandaté par lui, par écrit.

13.03 Toute modification des clauses de la présente convention peut être acceptée, au nom du Fonds, par le Président du conseil d'administration du Fonds et au nom de l'Emprunteur par le représentant désigné par, ou suivant le paragraphe 13.02 ; sous réserve que de l'avis d'un tel représentant, la modification soit raisonnable selon les circonstances et ne va pas augmenter d'une manière substantielle les obligations de

l'Emprunteur suivant la présente convention. Le Fonds peut accepter l'exécution par un tel représentant d'un tel document comme preuve péremptoire que de l'avis de l'Emprunteur la modification ou de l'amplification requise par un tel document ne va pas augmenter de manière considérable les obligations de l'Emprunteur.

13.04 Tout document qui doit être délivré suivant la présente convention doit être un anglais. Les documents présentés dans toute autre langue doivent être accompagnés d'une traduction en anglais considérée comme une traduction agréé et une telle traduction doit être probante entre les parties à la présente.

* * *

En foi de quoi, les parties à la présente convention agissant par l'intermédiaire de leurs représentants dûment mandatés, ont obtenu la signature de la présente convention conclue à Vienne en trois exemplaires en anglais, chacun étant considéré comme original ayant le même effet comme au jour et à l'année initialement susmentionnés.

Pour l'Emprunteur :

Nom : Monsieur Emmanuel NGONO
 Directeur Général de la Caisse Congolaise d'Amortissement

Adresse : Ministère des finances et du budget
 Brazzaville
 République du Congo

Télex : Precongo 5210 kg

Pour le Fonds de l'O.P.E.P. pour le développement international

Nom : Docteur Seyyid Abdulai
 Directeur Général

Adresse : Fonds de l'OPEP pour le développement international
 B.P. 995
 A-1011 Vienne
 Autriche
 Cable : OPEC FUND
 Téléx : 131734 FUND A
 Téléfax : 5139238

ANNEXES

Annexe 1 : Description du programme

Annexe 2 : Acquisition et déboursement

Annexe 3 : Calendrier d'amortissement

* * *

REPUBLIQUE DU CONGO

PROGRAMME D'IMPORTATION DE BIENS DE CONSOMMATION

Annexe 1

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Ce programme est conçu pour aider l'Emprunteur à satisfaire une partie de ses besoins dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture ainsi qu'à d'autres fins qui seront convenues entre l'Emprunteur et la direction du Fonds.

Le montant du prêt doit être particulièrement utilisé pour l'importation de l'équipement, de matériaux et d'autres ressources requises en rapport avec l'objectif décrit ci-dessus.

En outre, le montant du prêt doit couvrir le coût de leur transport et des services y relatifs. Le programme est considéré comme ayant été complètement réalisé lorsque lesdits produits sont livrés à un port ou des ports en République du Congo.

REPUBLIQUE DU CONGO

PROGRAMME D'IMPORTATION DE BIENS DE CONSOMMATION

Annexe 2

ACQUISITION ET DEBOURSEMENT

1- Sauf stipulation contraire de la direction du Fonds, les procédures mentionnées dans les paragraphes suivants du présent annexe doivent s'appliquer dans l'acquisition des produits importés qui doivent être financés en dehors du montant du prêt ainsi que les déboursements qui s'y rapportent.

Partie A - Acquisition

2- L'acquisition, tel que spécifié ci-dessus, doit généralement être en conformité avec le "guide d'acquisition suivant les prêts consentis par le Fonds de l'OPEP pour le développement international" (un exemplaire en a été fourni à l'Emprunteur) ou en conformité avec d'autres procédures qui ne sont pas incompatibles avec cela, comme il peut sembler acceptable à la direction du Fonds.

3. L'acquisition des biens, tel que défini dans l'annexe 1, doit suivre les pratiques établies dans le commerce.

(i) préparer un programme détaillé d'importation spécifiant les produits et leur quantité, le mode de paiement et le nombre de contrats envisagés. Ce programme détaillé doit être approuvé par la direction du Fonds.

(ii) chercher l'approbation préalable de la direction du Fonds avant d'accepter les offres et à cet égard, l'Agence d'exécution doit fournir des analyses détaillées des offres lancées et des offres reçues et justifier du choix d'un fournisseur et de la source de l'offre.

Partie B - Déboursements

4- Les clauses figurant dans les procédures de déboursements du "Fonds de l'OPEP pour le développement international" telles qu'approuvées en mai 1983 doivent généralement s'appliquer. Un exemplaire desdites procédures a été fourni à l'emprunteur.

5- En soumettant son programme d'exploitation comme décrit dans l'annexe 1, l'Agence d'exécution doit spécifier pour chaque contrat la méthode envisagée pour le retrait du montant du prêt. Une approbation préalable de la direction du Fonds doit être obtenue à cet égard. Communiqué de presse.

FONDS DE L'OPEP POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL.

LE FONDS DE L'OPEP PRETE 13 MILLIONS DE DOLLARS US AU CONGO POUR UN PROGRAMME D'IMPORTATION DE MATERIEL.

Vienne, Autriche, le 23 décembre 1996.

Le Fonds de l'OPEP a signé ce jour une convention avec la République du Congo pour un programme de prêt d'un montant de 13 millions de dollars américains, pour aider à financer l'importation de matériel, devant être utilisé dans les secteurs de la santé, l'agriculture et l'éducation. Le prêt servira à soutenir les efforts du gouvernement dans l'exécution de son programme d'investissement public déclenché en 1995 et visant à réhabiliter l'économie nationale et les infrastructures sociales.

Il est prévu que les trois secteurs identifiés par le gouvernement comme étant essentiels pour la relance de l'économie nationale, bénéficieront du programme de la manière suivante :

- **SANTE** : La fourniture d'équipements chirurgicaux et médicaux aux centres médicaux améliorera les prestations des services de soins de santé et de même la santé de la population.
- **AGRICULTURE** : Le soutien technique sous forme d'instruments de recherche et développement aidera à relancer la production, à réduire la dépendance alimentaire et à accroître les exportations.
- **EDUCATION** : La qualité de l'enseignement supérieur sera améliorée à travers la fourniture d'équipements de laboratoire et de l'outil information à l'Université de Brazzaville.

Ceci est le troisième prêt accordé par le Fonds de l'OPEP au Congo. Les premiers prêts sont les suivants : soutiens à la balance des paiements et le projet de réaligement du chemin de fer Congo – Océan. Une aide a également été accordée pour la création d'un centre médical de jour à Brazzaville.

L'actuelle convention de prêt a été signée par monsieur Emmanuel NGONO, directeur général de la Caisse Congolaise d'Amortissement, et par son Excellence, le docteur Y. Seyyid Abdulai, directeur général du Fonds de l'OPEP.

RESUME

Programme : Importation de marchandises

Secteurs : Santé, Education et Agriculture

Prêt du Fonds de l'OPEP : 13 millions de dollars américains

Termes : Taux d'intérêts 3,5 % par an, avec une taxe annuelle de 1 % par an sur les montants retirés et échus, échéances de 10 ans y compris une période de grâce de 3 ans.

Emprunteur : République du Congo

Autres co-bailleurs : Gouvernement du Congo

Coût total : 22 millions de dollars américains

Agences d'exécution : Caisse Congolaise d'Amortissement
et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale.

Période de mise à effet : 12 mois

Agence d'évaluation : Fonds de l'OPEP

Administrateur du prêt : Fonds de l'OPEP

Description du programme : Le programme aidera l'importation d'équipements destinés aux secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture, en particulier :

- matériel de chirurgie et générateurs électriques pour plusieurs centre médicaux ;
- kits médicaux de base ;
- matériel de dialyse pour le CHU ;
- laboratoire et outil informatique pour l'Université de Brazzaville ;
- équipement d'analyse des sols et d'amélioration des semences.

**PROGRAMME D'IMPORTATION DE MARCHANDISES,
REPUBLIQUE DU CONGO**

Planning 3

PLANNING D'AMORTISSEMENT

Date de remboursement	Somme due (en dollars US)
23 décembre 1999	928.570
23 juin 2000	928.570
23 décembre 2000	928.570
23 juin 2001	928.570
23 décembre 2001	928.570
23 juin 2002	928.570
23 décembre 2002	928.570
23 juin 2003	928.570
23 décembre 2003	928.570
23 juin 2004	928.570
23 décembre 2004	928.570
23 juin 2005	928.570
23 décembre 2005	928.570
23 juin 2006	928.570

Total	13.000.000
	=====



The Opec Fund for International Development

LOAN NO. 677P₉

COMMODITY IMPORTS PROGRAM

LOAN AGREEMENT

BETWEEN

THE REPUBLIC OF THE CONGO

AND

THE OPEC FUND FOR
INTERNATIONAL DEVELOPMENT

DATED

DECEMBER 23, 1996

The Opec Fund for International Development

AGREEMENT dated December 23, 1996, between the Republic of the Congo (hereinafter called the Borrower) and the OPEC Fund for International Development (hereinafter called the Fund).

Whereas OPEC Member States being conscious of the need for solidarity among all developing countries and aware of the importance of financial cooperation between them and other developing countries, have established the Fund to provide financial support to the latter countries on concessional terms, in addition to the existing bilateral and multilateral channels through which OPEC Member States extend financial assistance to other developing countries;

And whereas the Borrower has made representations in respect of its external payments difficulties and the Fund has noted that such payments difficulties have impeded or are likely to impede the execution of the operations financed by the Fund and that assistance by the Fund in financing the Program described in Schedule 1 to this Agreement would alleviate such difficulties;

And whereas the Governing Board of the Fund has approved the extension of a loan to the Borrower in the amount of Thirteen Million US Dollars (US\$ 13,000,000) upon the terms and conditions set forth hereinafter;

Now, therefore, the parties hereto hereby agree as follows:



The Opec Fund for International Development

Article 1 DEFINITIONS

1.01 Wherever used in this Agreement, unless the context otherwise requires, the following terms shall have the following meanings:

(a) "Fund" means the OPEC Fund for International Development established by the Member States of the Organization of the Petroleum Exporting Countries (OPEC) by virtue of the Agreement signed in Paris on January 28, 1976, as amended.

(b) "Fund Management" means the Director-General of the Fund or his authorized representative.

(c) "Loan" means the loan provided by virtue of this Agreement.

(d) "Dollars" and the sign "\$" mean the currency of the United States of America.

(e) "Program" means the program for which the Loan is granted as described in Schedule 1 to this Agreement and as the description thereof may be amended from time to time by agreement between the Borrower and the Fund Management.

(f) "Goods" means equipment, supplies and services required for the Program. Reference to the cost of goods shall be deemed to include also the cost of importing such goods in the territories of the Borrower.

(g) "Executing Agencies" means the Ministry of Health, Social Affairs, the Ministry of National Education, Scientific Research and Technology as well as the Ministry of Agriculture and Livestock in coordination with both the Banque des États de l'Afrique Centrale and Caisse Congolaise d'Armortissement or such other arrangements as may hereafter be agreed upon between the Borrower and the Fund Management.

(h) "Closing Date" means the date specified under or pursuant to Section 5.07 of this Agreement.



The Opec Fund for International Development

(i) "Effective Date" means the date on which this Agreement shall come into force and effect.

* * *

Article 2 THE LOAN

2.01 The Fund hereby extends to the Borrower a loan in the amount of Thirteen Million Dollars (\$ 13,000,000) according to the terms and conditions set forth in this Agreement.

2.02 After this Agreement has been declared effective pursuant to Section 7.01, and unless the Borrower and the Fund shall otherwise agree, the proceeds of the Loan shall be applied to meet expenditures incurred pursuant to this Agreement in foreign currency, in respect of the reasonable cost of the imports as outlined in Schedule 1 to this Agreement.

* * *

Article 3 EXECUTION OF THE LOAN

3.01 (a) The Borrower shall implement and cause the Executing Agency to implement this Agreement with due diligence and efficiency and in conformity with sound administrative, technical and financial practices required for the proper implementation thereof.

(b) In particular:

(i) the Borrower shall ensure that all services, facilities and staff necessary for the implementation of this Agreement are available for the foregoing purposes;



The Opec Fund for International Development

(ii) the Borrower shall cause the Executing Agency to make available, promptly as needed, the services, facilities, staff and other resources which are required for the implementation of this Agreement.

3.02 The Borrower:

(a) shall maintain or cause the Executing Agency to maintain records adequate to identify the goods financed out of the proceeds of the Loan, to disclose the use thereof, and to record the progress of implementation of this Agreement;

(b) shall furnish or cause the Executing Agency to furnish the Fund Management at regular intervals all such information as the Fund Management shall reasonably request concerning the implementation of this Agreement;

(c) shall enable the Fund Management's representatives to have access to the records mentioned in paragraph (a) above and to conduct any verification as any such representative may deem necessary; and

(d) shall, upon full execution of the objectives of this Loan, but in any event not later than six months after the Closing Date or such later date as may be agreed for this purpose between the Borrower and the Fund Management, prepare and furnish to the Fund Management a completion report, of such scope and in such detail as the Fund Management shall reasonably request, on the implementation of this Agreement.

3.03 The Borrower shall in all other respects cooperate and cause the Executing Agency to cooperate fully with the Fund to ensure that the purposes of the Loan will be accomplished, and shall:

(a) promptly inform the Fund of any condition which interferes or threatens to interfere with the accomplishment of the purposes of the Loan, or the maintenance of the service thereof, or the performance by the Borrower or the Executing Agency of its obligations under this Agreement;



The Opec Fund for International Development

(b) exchange views from time to time with the Fund with regard to matters relating to the purposes of the Loan and the maintenance of the service thereof, and in particular with regard to the performance by the Borrower or the Executing Agency of its obligations under or pursuant to this Agreement.

* * *

Article 4 PROCUREMENT

4.01 In procuring goods for the purposes of this Agreement, the Borrower shall ensure that due consideration shall be given by its departments and agencies, the Executing Agency and any other beneficiaries of the Loan for the most economic and most efficient standards and procedures.

4.02 Unless otherwise agreed between the Borrower and the Fund Management, the "Procurement Guidelines under Loans Extended by the OPEC Fund" as approved on November 2, 1982, a copy of which has been furnished to the Borrower, shall apply to the procurement of goods under this Agreement. The specific procedures agreed for this purpose are outlined in Part A of Schedule 2 to this Agreement, which Part may be amended from time to time subject to the approval of both Parties to this Agreement.

* * *

Article 5 DISBURSEMENT

5.01 After this Agreement has been declared effective pursuant to Section 7.01, the proceeds of the Loan shall be withdrawn from time to time to meet expenditures agreed upon, and made after December 10, 1996, or to be made on later dates, in respect of the goods specified in Schedule 1 to this Agreement.



The Opec Fund for International Development

5.02 Unless otherwise agreed between the Borrower and the Fund Management, "The OPEC Fund for International Development Disbursement Procedures" as approved in May 1983, a copy of which has been furnished to the Borrower, shall apply to the disbursement of the proceeds of this Loan.

5.03 Subject to Section 5.02 above and except as the Borrower and the Fund Management shall otherwise agree, the proceeds of the Loan shall be withdrawn in accordance with Part B of Schedule 2 to this Agreement, which Part may be amended from time to time subject to the approval of both Parties to this Agreement.

5.04 Except as the Fund Management shall otherwise agree, withdrawals from the Loan may be made in currencies in which the expenditures referred to in Section 2.02 have been paid or are payable. In case payment shall be requested in a currency other than Dollars, such payment shall be debited to the Loan account on the basis of the actual Dollar cost incurred by the Fund in meeting the request. The Fund Management shall act in the purchase of currencies as the Borrower's agent.

5.05 Applications for withdrawal shall be submitted to the Fund Management, by the representative of the Borrower designated in, or in accordance with, Section 13.02. Each application shall be accompanied with such documents and other evidence sufficient in form and substance to satisfy the Fund Management that the Borrower is entitled to withdraw from the Loan the amount applied for and that the amount to be withdrawn will be used exclusively for the purposes specified in this Agreement.

5.06 Upon the Borrower's request and on such terms and conditions as shall be agreed upon by the Borrower and the Fund Management, the Fund Management may issue guarantees to commercial banks for letters of credit requested by the Borrower in favour of the suppliers of the imported goods required by the Borrower, or to enter into other qualified or irrevocable agreements with third parties to pay amounts in respect of expenditures to be financed under the Loan. Under a qualified agreement, the obligation of the Fund to pay shall cease immediately upon any subsequent suspension or cancellation of the Loan. Under an irrevocable agreement, the obligation of the Fund shall not be affected by any subsequent suspension or cancellation.



The Opec Fund for International Development

In case of issuance of an irrevocable agreement, the Borrower shall pay a commitment charge at the rate of one half of one per cent ($\frac{1}{2}$ of 1 %) per annum, payable in Dollars, from time to time on the principal amount of such agreement entered into and outstanding.

5.07 The Borrower's right to make withdrawals from the Loan proceeds shall terminate on June 30, 1998, or such later date as shall be established by the Fund Management. The Fund Management shall promptly inform the Borrower of such later date.

* * *

Article 6

ARRANGEMENTS FOR CERTAIN PAYMENTS

6.01 Without prejudice to any of the provisions of this Agreement or any other Agreement between the Borrower and the Fund, the Borrower hereby undertakes to effect promptly and without delay the transfer of funds on account of overdue payments accrued prior to December 31, 1995, as well as payments falling due after the aforesaid date. Such transfers shall be in conformity with the special arrangements already subsisting or as may hereafter be established between the Borrower and the Fund for the settlement of such payments.

6.02 The Fund Management shall specify the modalities of such transfers in accordance with the Borrower's plan for the withdrawal of the proceeds of this Loan as provided for in Schedule 2 to this Agreement.

6.03 In addition to its other functions under or pursuant to this Agreement, the Borrower hereby undertakes to empower the Caisse d'Amortissement du Congo to act on its behalf in the implementation of Sections 6.01 and 6.02 in such form as may be agreed upon between the Borrower and the Fund Management.



* * *

The Opec Fund for International Development

Article 7

EFFECTIVE DATE; TERMINATION OF THIS AGREEMENT

7.01 This Agreement shall become effective on the date upon which the Fund dispatches to the Borrower notice of its acceptance of the evidence required by Sections 7.02 and 7.03.

7.02 The Borrower shall furnish the Fund with satisfactory evidence that:

(a) The execution and delivery of this Agreement on behalf of the Borrower have been duly authorized and ratified according to the constitutional requirements of the Borrower; and

(b) The Borrower has completed the procedure of the delegation of specific powers to the Caisse d'Amortissement de Congo as required by Section 6.03.

7.03 As part of the evidence to be furnished pursuant to Section 7.02, the Borrower shall also furnish the Fund with a certificate issued by the Minister of Justice, or the Attorney General, or the Government's competent legal department showing that this Agreement has been duly authorized and ratified by the Borrower and that this Agreement and the instrument of delegation of powers referred to above constitute valid and binding obligations of the Borrower in accordance with their terms.

7.04 If this Agreement shall not have come into force and effect by March 31, 1997, this Agreement and all obligations of the parties hereunder shall terminate, unless the Fund Management, after consideration of the reasons for the delay, shall establish a later date for the purposes of this Section.

7.05 When the entire principal amount of the Loan shall have been repaid and the interest and all charges which shall have accrued on the Loan shall have been paid, this Agreement and all obligations of the parties thereunder shall forthwith terminate.

* * *



The Opec Fund for International Development

Article 8

CHARGES, INTEREST AND REPAYMENT OF THE LOAN

8.01 The Borrower shall pay from time to time into the Fund's account designated for this purpose by the Fund Management, interest at the rate of three and a half per cent (3.5 %) per annum and service charges at the rate of one per cent (1 %) per annum on the principal amount of the Loan actually withdrawn and outstanding. Such charges shall be due and payable in Dollars semi-annually on June 23 and December 23 of each year.

8.02 The Borrower shall repay the principal of the Loan in Dollars, or in any other freely convertible currency acceptable to the Fund Management in an amount equivalent to the Dollar amount due, according to the market exchange rate prevailing at the time and place of repayment. Repayment shall be effected in fourteen semi-annual instalments commencing on December 23, 1999, after a grace period running up to that date, and thereafter in accordance with the Amortization Schedule annexed to this Agreement. Each instalment shall be in the amount of Nine Hundred and Twenty Eight Thousand Five Hundred and Seventy Dollars (\$ 928,570) except for the last and fourteenth instalment which shall be in the amount of Nine hundred and Twenty Eight Thousand Five Hundred and Ninety Dollars (\$ 928,590). All such instalments shall be transferred on the date of repayment to the Fund's Account as requested by the Fund Management.

8.03 (a) The Borrower undertakes to ensure that no other external debt shall have priority over this Loan in the allocation, realization or distribution of foreign exchange held under the control or for the benefit of the Borrower. To that end, if any lien shall be created on any public assets (as defined in Section 8.03(c)), as security for any external debt, which will or might result in the priority for the benefit of the creditor of the external debt in the allocation, realization or distribution of foreign exchange, the lien shall ipso facto and at no cost to the Fund, equally and ratably secure the principal of, and the charges on, the Loan, and the Borrower, in creating or permitting the creation of such lien, shall make express provision to that effect; provided, however, that if for any constitutional or other legal reason that



The Opec Fund for International Development

provision cannot be made with respect to any lien created on assets of any of its political or administrative subdivisions, the Borrower shall promptly and at no cost to the Fund secure the principal of, and the charges on, the Loan by an equivalent lien on other public assets satisfactory to the Fund.

(b) The foregoing undertaking shall not apply to:

(i) any lien created on property, at the time of purchase thereof, solely as security for payment of the purchase price of that property; and

(ii) any lien arising in the ordinary course of banking transactions and securing a debt maturing not more than one year after its date.

(c) As used in this Section, the term "public assets" means assets of the Borrower, or of any political or administrative subdivision thereof or of any entity owned or controlled by, or operating for the account or benefit of, the Borrower or any such subdivision, including gold and other foreign exchange assets held by any institution performing the functions of a central bank or exchange stabilization fund, or similar functions, for the Borrower.

* * *

Article 9

ACCELERATION OF MATURITY; SUSPENSION AND CANCELLATION

9.01 If any of the following events shall occur and shall continue for the period specified below, then at any subsequent time during the continuance of such an event, the Fund Management may, by notice to the Borrower, declare the principal of the Loan then outstanding to be due and payable immediately together with the interest and service charges thereon, and upon any such declaration such principal, together with such interest and service charges shall become due and payable immediately:



The Opec Fund for International Development

(a) A default shall occur and continue for a period of thirty days in the payment of any instalment of the principal, or of the interest or of the service charges under this Agreement or under any other loan agreement by virtue of which the Borrower has or shall have received a loan from the Fund;

(b) A default shall occur in the performance of any other obligation on the part of the Borrower under this Agreement, or any other loan agreement, by virtue of which the Borrower has or shall have received a loan from the Fund, and such default shall continue for a period of sixty days after notice thereof shall have been given by the Fund Management to the Borrower.

9.02 The Borrower may by notice to the Fund cancel any amount of the Loan which the Borrower shall not have withdrawn prior to the giving of such notice. The Fund may by notice to the Borrower suspend or terminate the Borrower's right to make withdrawals from the loan if any of the events mentioned in Section 9.01(a) and (b) shall occur or if any other extraordinary situation shall have arisen which shall make it improbable for the Program to be successfully carried out or for the Borrower to be able to perform its obligations under this Agreement.

9.03 Notwithstanding the acceleration of maturity of the Loan pursuant to Section 9.01 or its suspension or cancellation pursuant to Section 9.02, all the provisions of this Agreement shall continue in full force and effect except as specifically provided in this Article.

9.04 No cancellation or suspension shall apply to amounts subject to any irrevocable agreement to reimburse entered into pursuant to Section 5.06 except as expressly provided in such agreement.

9.05 Unless otherwise agreed upon between the Borrower and the Fund Management, any cancellation shall be applied pro rata to the several maturities of the principal amount of the Loan which shall mature after the date of such cancellation.



* * *

The Opec Fund for International Development

Article 10

ENFORCEABILITY, ARBITRATION

10.01 The rights and obligations of the Parties to this Agreement shall be valid and enforceable in accordance with their terms notwithstanding any local law to the contrary. No party to this Agreement shall be entitled under any circumstances to assert any claim that any provision of this Agreement is invalid and unenforceable for any reason.

10.02 The Parties to this Agreement shall endeavour to settle amicably all disputes or differences between them, arising out of this Agreement or in connection therewith. If any such dispute or difference cannot be amicably settled, it shall be submitted to arbitration by the Arbitral Tribunal as hereinafter provided:

(a) Arbitration proceedings may be instituted by the Borrower against the Fund or vice versa. In all cases, arbitration proceedings shall be instituted by a notice given by the complainant party to the respondent party.

(b) The Arbitral Tribunal shall consist of three arbitrators appointed as follows: one by the claimant party, a second by the respondent party and the third (hereinafter called the Umpire) by agreement of the two arbitrators. If within thirty days after notice of the institution of arbitration proceedings the respondent party fails to appoint an arbitrator, such arbitrator shall be appointed by the President of the International Court of Justice upon the request of the party instituting the proceedings. If the two arbitrators fail to agree on the Umpire within sixty days after the date of the appointment of the second arbitrator, such Umpire shall be appointed by the President of the International Court of Justice.

(c) The Arbitral Tribunal shall convene at the time and place fixed by the Umpire. Thereafter, it shall determine where and when it shall sit. The Arbitral Tribunal shall determine all questions of procedure and questions relating to its competence



'The Opec Fund for International Development

(d) All decisions of the Arbitral Tribunal shall be reached by majority vote. The award of the Tribunal, which may be rendered even if one party defaults, shall be final and binding on both parties to the arbitration proceedings.

(e) Service of any notice or process in connection with any proceedings under this Section, or in connection with any proceedings to enforce any award rendered pursuant to this Section, shall be made in the manner provided in Section 13.01.

(f) The Arbitral Tribunal shall decide on the manner in which the cost of arbitration shall be borne by either or both parties to the dispute.

* * *

Article 11 EXEMPTIONS

11.01 This Agreement and any supplementary agreement between the Parties to it shall be free from any taxes, levies and duties levied by, or in the territory of, the Borrower on or in connection with the execution, delivery or registration thereof.

11.02 The principal of, and the interest and service charges on, the Loan shall be paid without deduction for, and free from, any charges and restrictions of any kind imposed by or in the territory of the Borrower.

11.03 All Fund documents, records, correspondence and similar material shall be considered confidential by the Borrower, unless otherwise agreed by the Fund

11.04 The Fund and its assets shall not be subject to any measures of expropriation, nationalization, sequestration, custody or seizure in the territory of the Borrower.

* * *



The Opec Fund for International Development

Article 12

TERMINATION OF THE FUND

12.01 The Fund Management shall promptly inform the Borrower whenever any decision is taken for the dissolution of the Fund in accordance with the Agreement Establishing the Fund. In the event of such dissolution, this Loan Agreement shall remain in force and the Fund Management shall advise the Borrower of such substitute arrangements for the administration of the Loan as may be devised by the appropriate authority of the Fund on such occasion.

* * *

Article 13

NOTICE; REPRESENTATION, MODIFICATION

13.01 Any notice, request or approval required or permitted to be given or made under this Agreement shall be in writing. Such notice, request or approval shall be deemed to have been duly given or made when it has been delivered by hand, mail, cable, telex or telefax to the party to which it is required to be given or made, at such party's address specified below or at such other address as the party shall have specified in writing to the party giving such notice or making the request.

13.02 Any action required or permitted to be taken, and any document required or permitted to be executed under this Agreement, on behalf of the Borrower, shall be taken or executed by the Minister of Finance and Budget of the Borrower or another officer authorized by him in writing.

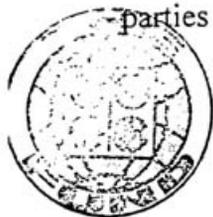
13.03 Any modification of the provisions of this Agreement may be agreed to, on behalf of the Fund, by the Chairman of the Fund's Governing Board, and on behalf of the Borrower, by written instrument executed on behalf of the Borrower by the representative designated by, or pursuant to, Section 13.02; provided that in the opinion of such representative the modification is reasonable under the circumstances and will not substantially increase the obligations of the Borrower under this Agreement. The Fund



The Opec Fund for International Development

may accept the execution by such representative of any such instrument as conclusive evidence that in the opinion of the Borrower the modification or amplification requested by such instrument will not substantially increase the obligations of the Borrower thereunder.

13.04 Each document to be delivered pursuant to this Agreement shall be in the English language. Documents in any other language shall be accompanied by an English translation thereof certified as being an approved translation and such approved translation shall be conclusive between the parties hereto.



* * *

The Opec Fund for International Development

IN WITNESS whereof the parties hereto acting through their duly authorized representatives, have caused this Agreement to be signed and delivered at Vienna in three copies in the English language, each considered an original and all to the same and one effect as of the day and year first above written.

FOR THE BORROWER:



Name: Mr. Emmanuel Ngono
Director-General of Caisse Congolaise d'Amortissement

Address: Ministry of Finance and Budget
Brazzaville
Republic of the Congo

Telex: precongo 5210 kg

FOR THE OPEC FUND FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT:



Name: Dr. Y. Seyyid Abdulai
Director-General

Address: The OPEC Fund for International Development
P.O. Box 995
A-1011 Vienna
Austria

Cable: OPECFUND
Telex: 131734 FUND A
Telefax: 5139238



The Opec Fund for International Development

SCHEDULES

Schedule 1: Description of the Program

Schedule 2: Procurement and Disbursement

Schedule 3: Amortization Schedule



* * *

The Opec Fund for International Development

THE REPUBLIC OF THE CONGO COMMODITY IMPORTS PROGRAM

SCHEDULE 1 DESCRIPTION OF THE PROGRAM

The Program is designed to assist the Borrower to meet part of its requirements in the health, education and agricultural sectors as well as other purposes to be agreed upon between the Borrower and the Fund Management.

Specifically, the proceeds of the Loan shall be used for the importation of equipment, materials and other inputs required in connection with the objective outlined above.

Furthermore, the proceeds of the Loan shall cover the cost of their transportation and related services. The Program shall be deemed to have been completed when the said inputs are delivered at a port or ports in the Republic of Congo.



The Opec Fund for International Development

THE REPUBLIC OF THE CONGO COMMODITY IMPORTS PROGRAM

SCHEDULE 2 PROCUREMENT AND DISBURSEMENT

General

1. Except as the Fund Management may otherwise agree, the procedures referred to in the following paragraphs of this Schedule shall apply in the procurement of the imported products to be financed out of the proceeds of the Loan as well as the disbursements related thereto.

Part A - Procurement

2. Procurement, as specified above, shall generally be in conformity with the provisions of the "Procurement Guidelines under Loans Extended by the OPEC Fund for International Development" (a copy of which has been furnished to the Borrower) or in conformity with such other procedures, not inconsistent therewith, as may be acceptable to the Fund Management.

3. Procurement of goods, as defined in Schedule 1, shall follow the established practices in the concerned trade. In particular, the Executing Agency shall:

(i) prepare a detailed program of importation specifying the products and their quantities, mode of shipment, mode of payment and the number of contracts envisaged. The detailed program shall be approved by the Fund Management;

(ii) seek the prior approval of the Fund Management before accepting offers and in that regard, the Executing Agency shall provide detailed analyses of the bids sought and bids received and justify its choice of supplier and source of supply.



The Opec Fund for International Development

Part B - Disbursements

4. The provisions of the "OPEC Fund for International Development Disbursement Procedures" as approved in May 1983 shall generally apply. A copy of the said Procedures has been furnished to the Borrower.

5. In its submission of the import program as per Schedule 1, the Executing Agency shall specify for each contract the method envisaged for the withdrawal of the proceeds of the Loan. Prior approval of the Fund Management shall be obtained in this respect.



* * *



The OPEC Fund for International Development

20

1976 - 1996

OPEC FUND LENDS US\$13 MILLION TO THE CONGO FOR COMMODITY IMPORTS PROGRAM

Vienna, Austria, December 23, 1996

The OPEC Fund today signed an agreement with the Republic of the Congo for a program loan in the amount of US\$13 million to help finance essential imports for use in the health, agriculture and education sectors. The loan will support the government's efforts in the implementation of its Public Investment Program, launched in 1995 and aimed at the rehabilitation of the country's economic and social infrastructure.

It is planned that the three sectors, identified by the government as essential for the recovery of the country's economy, will benefit from the program as follows:

- *Health* - The provision of surgical and medical equipment to local health centers will improve primary health care services and enhance the health status of the population;
- *Agriculture* - Technical support in the form of research and development tools will help boost production, reducing food dependence and increasing exports, and
- *Education* - The quality of higher education will be improved through the supply of laboratory materials and computer equipment to the University of Brazzaville.

This represents the third loan extended by the OPEC Fund to the Congo. Loans previously made include one in support of balance of payments and one for the Congo-Ocean Railway Realignment Project. A grant was also extended to assist in the establishment of a day care hospital in Brazzaville.

Today's loan agreement was signed by Mr. Emmanuel Ngono, Director-General, Caisse Congolaise d'Amortissement, and by H.E. Dr. Y. Seyyid Abdulai, Director-General of the OPEC Fund.

DATA SUMMARY

Program:	Commodity Imports
Sectors:	Health, Education and Agriculture
OPEC Fund loan:	US\$13 million
Lending terms:	Interest rate of 3.5% per annum, with an annual service charge of 1% per annum on amounts withdrawn and outstanding; maturity of 10 years, including a grace period of 3 years.
Borrower:	Republic of the Congo
Other cofinancier:	Government of the Congo
Total cost:	US\$22 million
Executing agencies:	Caisse Congolaise d'Amortissement and Bank of Central African States
Implementation period:	12 months
Appraising agency:	OPEC Fund
Loan administrator:	OPEC Fund
Program description:	<p>The program will help finance essential imports in the health, education and agriculture sectors, in particular:</p> <ul style="list-style-type: none">• surgical equipment and power plants for several health centers;• basic medical kits;• dialysis material for the Brazzaville Hospital;• laboratory and computer equipment for the University of Brazzaville; and• equipment for soil analysis and seed betterment.

For use by information media - not an official record.

For greater detail on the program or information on program opportunities, requests must be addressed directly to the executing agency(ies) of the program. The OPEC Fund is a development institution established in 1976 by the member states of OPEC to help promote South-South solidarity and strengthen cooperation between countries of the developing world.

The Opec Fund for International Development

THE REPUBLIC OF THE CONGO COMMODITY IMPORTS PROGRAM

SCHEDULE 3 AMORTIZATION SCHEDULE

<u>Date of Repayment</u>	<u>Amount Due</u> (Expressed in US Dollars)
December 23, 1999	928,570
June 23, 2000	928,570
December 23, 2000	928,570
June 23, 2001	928,570
December 23, 2001	928,570
June 23, 2002	928,570
December 23, 2002	928,570
June 23, 2003	928,570
December 23, 2003	928,570
June 23, 2004	928,570
December 23, 2004	928,570
June 23, 2005	928,570
December 23, 2005	928,570
June 23, 2006	<u>928,590</u>
Total:	<u>13,000,000</u>

